

## **"La soutenabilité de la croissance française" Intervention aux JECO de Lyon**

**10 novembre 2011**

Avant que les autres intervenants développent leurs propositions concrètes pour relancer la croissance, je voudrais partager avec vous quelques interrogations d'un praticien de la politique économique.

Pourquoi s'intéresser à la soutenabilité de la croissance ?

### **1) Les déséquilibres ont mené à la double crise de 2007-2008 puis 2010-2011**

Il s'agit des déséquilibres budgétaires, des déséquilibres des paiements courants, mais aussi des déséquilibres au sein du système financier. Comme l'a dit un jour Tommaso Padoa-Schioppa, on veut retrouver la croissance d'avant la crise mais on oublie que c'est cette croissance même qui a causé la crise.

S'y ajoute la montée des déséquilibres environnementaux, porteurs de conflits sur les ressources et qui peuvent à terme limiter quantitativement la croissance.

La soutenabilité est aussi une question d'économie politique. Les déséquilibres financiers ne sont que les symptômes d'un dysfonctionnement du système économique et politique : incapacité à réguler les conflits de répartition du revenu (cf. aux Etats-Unis la captation de la valeur par les plus hauts revenus, qui est une des explications des *subprime mortgages*, et maintenant le blocage politique sur la politique budgétaire; l'épargne excessive en Chine; le déficit budgétaire chronique depuis 30 ans en France qui est finalement une fuite en avant face à l'incapacité collective d'arbitrer entre les dépenses) ; incapacité à réguler les conflits d'intérêt (dans le système financier mais pas seulement, cf. la prolifération des niches fiscales qui sont autant de victoires d'intérêts particuliers).

### **2) La France est dans une situation préoccupante.**

Le taux de croissance de la productivité globale des facteurs dans l'économie française s'est érodé par paliers successifs entre 1973 et 2007. La crise de 2008 a causé une perte irréversible de production potentielle, du fait des destructions d'emplois et du retard d'investissement et d'innovation pendant la crise. Il y a débat entre experts sur le chiffrage de cette perte mais notons par exemple que la production industrielle a baissé de 20% entre 2008 et 2009 et a regagné seulement 10% depuis. Une perte irréversible de production, c'est aussi une perte irréversible d'emplois.

Or, la croissance est plus que jamais indispensable pour apurer les passifs accumulés, c'est à dire non seulement la dette publique mais aussi les passifs sociaux.

Il n'y a donc pas d'autre choix que de considérer simultanément la question du niveau de la croissance et celle de sa soutenabilité

### **3) Le rapport Trésor-CAS "France 2030 : cinq scénarios de croissance"**

A l'initiative de la DG Trésor et du Centre d'analyse stratégique, un groupe de travail rassemblant largement les économistes de la place de Paris s'est penché en 2010 sur les

ressorts de la croissance française à l'horizon 2030. Le rapport peut être téléchargé sur le site du CAS.

Le rapport illustre comment la théorie économique peut être mobilisée pour recenser les ressorts possibles de la croissance française. Il comporte également des scénarios prospectifs. Ainsi, l'écart entre un scénario de croissance "noir" à 1,2% et un scénario de croissance "soutenu et soutenable" à 2,1% va de 730 000 à 1,4 millions d'emplois créés à l'horizon 2030 et même 2 millions d'emplois créés si le taux de chômage structurel baisse sous l'effet de réformes du fonctionnement du marché du travail.

Cela illustre l'importance non seulement de mettre en place les politiques d'emploi, d'investissement et d'innovation qui soutiendront la croissance, mais aussi de veiller à sa soutenabilité.

#### **4) L'enjeu est aussi européen et mondial**

Dans une économie intégrée, on ne peut évidemment pas raisonner sur la croissance française indépendamment de la croissance européenne et mondiale.

Les discussions récentes dans la zone euro ont mis l'accent sur la soutenabilité de la croissance (cf. réforme du pacte de stabilité et de croissance, directive règles budgétaires et nouvelle procédure de surveillance des déséquilibres dans le 6-pack) mais aussi sur le niveau de la croissance (cf. des initiatives comme Europe 2020 ou le pacte Euro+). Or les premiers sujets se discutent à 17 et les seconds à 27. Une grande question des prochains mois sera donc celle de l'opportunité et de la possibilité de concevoir des politiques de croissance à 17 alors que les politiques de croissance actuelles (fonds structurels, innovation, Erasmus, BEI ...) sont définies à 27. Il faut s'attendre à ce que le Royaume Uni ou la Suède aient un avis fort sur la question.

Au niveau du G20, le plan d'action de Cannes a mis l'accent sur la réduction des déséquilibres (cf. l'appréciation du taux de change chinois) mais aussi sur le soutien à la croissance (cf. l'engagement de laisser jouer les stabilisateurs automatiques en Allemagne, au Canada, en Chine, en Indonésie ...). Le communiqué du G20 met aussi l'accent sur la régulation financière, le développement, et des sujets nouveaux pour le G20 comme les normes sociales, qui sont autant de facteurs de soutenabilité.

\* \* \*

En conclusion, je voudrais insister sur le fait que dans bien des cas, les politiques qui assurent à long terme la soutenabilité de la croissance peuvent à court terme peser sur celle-ci. C'est le cas du renforcement de la régulation bancaire, ou encore de la réduction des déficits publics.

Il est donc crucial de parvenir à desserrer l'horizon de la politique économique, qui est aujourd'hui singulièrement obscurci par la crise.